

COVID-19 : Prorogation de la loi d'urgence sanitaire, Une loi de plus dans un marasme social.

Si nous devons retenir quelques choses de cette période, c'est l'apathie complète d'un gouvernement au besoin réelle de la population.

Cette nouvelle loi, au-delà de repousser au 10 juillet les mesures de la loi d'urgence, dont on attend encore les décrets d'application sur pléthore de dispositions annoncées, déroge à nombre d'obligations générales et absolues.

Dans sa quête absolue de faire la guerre à la COVID-19, plus que de moyens de protections et de tests gratuits et généralisés à l'ensemble de la population, le gouvernement nous propose la création d'un big data de données personnelles.

Ce « système d'information », au-delà du recueil des données personnelles de santé des personnes infectées, tracera leur entourage : le secret médical et le secret professionnel aux oubliettes.

Traçage et flicage pour pouvoir accéder à la réalisation et au remboursement des test, partage et transmission des données individuelles obligatoire, le maillage est en place, les libertés individuelles tombent en cette période de crise sanitaire.

Heureusement, le projet de loi sur l'immunité des dirigeants n'a pas abouti comme le désiraient tant les sénateurs: les employeurs et les autorités locales pourront être incriminé-es pour délit de mise en danger d'autrui.

Mais à bien y regarder, il faudra tenir compte des compétences et des moyens dont disposait l'auteur des faits dans la situation de crise, sa responsabilité pénale pour des délits non intentionnels. Au vu du peu de moyens dont toutes et tous disposaient, du manque cruel de matériel de protection, de la légèreté avec laquelle a été gérée la crise covid 19 par ce gouvernement dès les premières annonces de pandémie par l'OMS, il sera vite fait de rejeter pour eux et elles la responsabilité sur d'autres.

Alors certes pas d'auto amnistie mais ce sont encore les premier-e-s de corvées qui vont devoir se battre pour faire reconnaître les manquements des politiques et des employeurs en la matière.

La crise sanitaire n'est pas finie. Le déconfinement fait craindre à tous les professionnels de santé le risque d'une deuxième vague. Il est plus que nécessaire de continuer à se battre.

Plus que jamais un autre monde est possible, il ne tient qu'à nous de le construire.

Parce que nous avons traversé le pire, nous méritons le meilleur...

Commençons par désobéir, tenons-nous prêt-e-s !